



« Unis dans nos différences ! Promouvoir la coexistence pacifique en Guinée »



Discussion de groupe avec les jeunes hommes à Siguiri lors de la collecte des données pour la présente évaluation

RAPPORT DE L'ÉVALUATION À MI-PARCOURS

Présenté par

Yssa Oumar BASSE

Issabass5@aol.com

Consultants

Group Stratégies & Leadership

Juin 2019 (collecte de données en avril 2019)

Diallo Mamadou Dian

Design, Monitoring and Evaluation Coordinator
Search for Common Ground
GUINEA/ CONAKRY

Tel +224 622 12 31 38/626 26 54 85
E mail: mdiandiallo@sfcg.org

Koala Oumarou

Country Director SFCG Guinea Conakry
Search for Common Ground | End Violent Conflict

Conakry | GUINEA 
t:+224626265508 e: okoala@sfcg.org Skype: [koala.oumarou](https://www.skype.com/people/koala.oumarou)

Remerciements

Avant tout, nous voudrions remercier les nombreux hommes et femmes qui ont volontairement pris part à cette étude et nous ont fourni beaucoup d'informations. C'est pour ces personnes que cette étude a été menée. Merci aux membres des plateformes et aux acteurs communautaires qui ont bien voulu accepter de répondre à nos questions.

Merci également au personnel de Search for Common Ground Guinée pour le soutien dans l'organisation de la recherche lors de la collecte des données.

Nos remerciements et notre respect vont à l'équipe de collecteurs de données. Vous avez agi comme des guides extrêmement importants et vous avez énormément contribué à l'étude en tant qu'assistants de recherche en matière de collecte de données et de sources d'information indépendantes sur les réalités du pays.

Yssa Oumar BASSE

Contenu

Remerciements.....	2
Acronymes	4
Résumé exécutif	5
Contexte de l'évaluation	5
Objectifs de l'évaluation.....	5
Méthodologie	5
Analyse des résultats	6
Recommandations.....	7
1. Introduction.....	9
1.1. Contexte de l'évaluation.....	9
1.2. Objectifs du projet.....	10
1.3. Acteurs clés du projet	11
1.4. Objectifs de l'évaluation.....	11
2. Méthodologie de l'évaluation	12
2.1. Revue documentaire	12
2.2. Étude de terrain.....	13
2.2.1. Collecte des données quantitatives.....	13
2.2.2. Équipe de collecte des données.....	14
2.2.3. Collecte des données qualitatives	14
2.2.4. Contraintes et limites de l'évaluation	15
2.2.5. Analyse des données	15
2.2.6. Considérations éthiques	16
3. Analyse des données	16
3.1. Caractéristiques sociodémographiques des répondants	16
3.2. Pertinence du projet.....	18
3.2.1. Pertinence du design et des activités choisies	18
3.2.2. L'appropriation des activités par les acteurs locaux.....	20
3.2.3. Sur les activités à ne pas reconduire ou à ajouter	21
3.2.4. La pertinence des parties prenantes identifiées.....	22
3.2.5. Pertinence par rapport à l'adhésion des membres des communautés.....	22
3.3. Efficacité du projet	23
3.3.1. Niveau d'atteinte des indicateurs du projet.....	23
3.3.2. Les leçons apprises de la réalisation des activités du projet	24
3.4. Premiers effets.....	26
3.4.1. Les premiers changements induits par la mise en œuvre des activités.....	26
4. Conclusion.....	28
5. Recommandations.....	28
1. Annexes	1
1.1. Cadre Logique	1
Figure 1: Cartographie des zones de l'étude	12
Figure 2: Répartition des répondants selon l'âge et la localité	16
Figure 3: Répartition selon la tranche d'âge.....	16
Figure 4: Distribution des répondants selon le niveau d'éducation	17
Figure 5: Répartition des répondants selon la profession.....	17
Figure 6: Les principales causes du repli communautaire	18
Figure 7: Influence positive du discours des acteurs communautaires sur la cohésion sociale.....	22
Figure 8: Adhésion des communautés aux activités du projet.....	23

Acronymes

EV	Extrémisme Violent
FFOM	Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces
FGD	Focus Group Discussion
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PEV	Prévention de l'Extrémisme Violent
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
Search	Search for Common Ground
TEP	Tribune d'Expression Populaire
UNFPA	United Nations Population Fund

Résumé exécutif

Contexte de l'évaluation

Les antagonismes qui découlent de la diversité ethnique, culturelle et religieuse en Guinée sont devenus une source de conflits dans ce pays. Bien que comparé à certains pays voisins comme le Mali et le Burkina Faso, le niveau de violence en Guinée reste faible et que les éclats de violence soient sporadiques, le niveau de repli communautaire surtout ethnique en Guinée crée un environnement favorable à l'extrémisme violent. Sur le plan religieux, la cohabitation entre les membres de la confrérie Tidjania et les Salafistes est empreinte d'une suspicion, alors que les tensions qui ont été notées lors des élections présidentielles, législatives et locales ont souvent été marquées par la violence.

Pour contribuer à prévenir les risques d'émergence d'extrémisme violent en Guinée à travers un accompagnement des acteurs communautaires et institutionnels, Search Guinée en partenariat avec Quale et le soutien financier de l'Union Européennes a initié le projet *Unis dans nos différences ! Promouvoir la coexistence pacifique*, mis en œuvre depuis avril 2018 jusqu'en octobre 2019.

Objectifs de l'évaluation

L'évaluation à mi-parcours vise les objectifs suivants :

Objectif 1 : Analyser la pertinence des activités mises en place au cours des premiers mois du projet et faire des recommandations concrètes concernant la pertinence des activités à venir ;

Objectif 2 : Analyser l'efficacité de la mise en œuvre du projet et recueillir les leçons apprises dans le développement et l'implémentation des premières activités du projet. Identifier les forces et faiblesse afin de capitaliser sur les leçons apprises et fournir des recommandations concrètes sur l'implémentation de ce projet pour éclairer les futures interventions mais aussi des propositions concrètes pour une potentielle *New Cost extension*.

Objectif 3 : Mesurer les premiers effets du projet et collecter et renseigner tous les indicateurs du cadre logique du projet y compris le niveau des indicateurs de marginalisation, stigmatisation et tolérance identifiés dans le 1^{er} *conflict scan* et identifier les succès stories.

Méthodologie

La méthodologie reposait sur la collecte et l'analyse de données quantitatives et qualitatives recueillies dans les 8 préfectures où le projet a été mis en œuvre, à savoir Matoto et Ratoma à Conakry, de Labé, Pita, Beyla, Kankan, Siguiri et Nzérékoré. Une analyse documentaire basée sur les documents du projet, tels que les cadres logiques, le rapport narratif, et la proposition du projet a précédé la collecte de données sur le terrain. Au total, 586 répondants ont été ciblés pour la collecte de données quantitatives, tandis que les répondants suivants ont participé à la collecte de données qualitatives.

TABLEAU 1 : STATUT DES RÉPONDANTS POUR LES ENTRETIENS INDIVIDUELS

Statut	Nombres
Ministère de l'enseignement	2
Ministère de la Jeunesse et de l'emploi des Jeunes	1
Quale	1
Enseignants (nombre total des enseignants qui ont participé aux FGD à travers toutes les préfectures. Parmi les enseignants qui ont participé aux FGD au niveau des préfectures en dehors de Conakry, certains l'ont été en tant que participants aux TEP)	11
Leaders religieux (Imams et pasteurs)	9
Acteurs politiques	8
Enseignants coraniques	8
Membres des plateformes	9
Membres des Clubs de Paix	8
Travailleurs au niveau des médias	5

Représentants de partis politiques	12
Représentants des OSC	4
Communicateurs traditionnels	3
Elèves	8
Femmes Ouléma	3

Analyse des résultats

➤ Sur la pertinence

Les réponses à la question qui porte sur les causes de la violence en Guinée ont montré que les principales causes du repli communautaire pouvant mener à l'extrémisme violent sont le favoritisme ethnique ou religieux de la part des gouvernants 31% et la marginalisation (22%). Le présent projet insiste sur les facteurs qui conduisent à la radicalisation violente et le renforcement des capacités des acteurs institutionnels et communautaires sur l'identification de ces comportements qui conduisent à la radicalisation et sur les actions à entreprendre pour prévenir ces comportements. Ce qui permet d'agir sur les causes sous-jacentes, les facteurs de risque de l'extrémisme violent

Le projet a ainsi identifié et mobilisé les acteurs étatique, religieux et de la Société Civile qui sont les plus influents dans leurs communautés pour influencer leurs membres et contribuer à la prévention de l'extrémisme violent. Le projet a mis en place des plateformes multi-acteurs qui regroupent les acteurs institutionnels et la société civile ; la mise en place d'un cadre de concertation multi-acteurs sur la PVE et soutien à l'élaboration d'une feuille de route nationale ; le recrutement du cabinet de formation Quale pour le renforcement de capacités des enseignants de Ratoma et de Matoto sur la PEV ; La formation de leaders religieux sur la transformation des conflits et la mise sur pied de Clubs de la Paix.

➤ Appropriation des activités par acteurs

Pour l'essentiel, les acteurs aussi bien institutionnels que communautaires ont accueilli avec enthousiasme les activités du projet pour avoir été invités à donner leurs idées dans son élaboration et sa mise en œuvre. La question sur la participation au processus d'élaboration de la feuille de route à tous les niveaux a été posée aussi bien aux membres des plateformes qu'aux membres des Club de Paix.

Qualé, l'organisation partenaire de mise en œuvre du projet pour le volet qui concerne la formation des enseignants à Conakry anime deux cadres de concertations, Le cadre de concertation restreint et le cadre de concertation élargi au cours desquels les participants traitent des écoles Franco-arabe. L'ensemble des acteurs aussi bien au niveau des plateformes communautaires que dans le cadre de concertation ont perçu les activités du projet comme étant une opportunité pour développer des réflexions sur l'éducation islamique, franco-arabe et coranique qui pourraient assister l'Etat à élaborer une politique nationale de la PVE.

➤ Sur les activités à ne pas reconduire ou à ajouter dans la prochaine partie du projet

Le projet a été perçu comme ayant insisté sur les conflits inter-religieux et inters confrériques pour ce qui concerne les différentes confessions islamiques. Cependant, dans toutes les communautés visitées et parmi les membres du cadre de concertation, bien qu'il y ait eu des conflits entre les chrétiens et les musulmans dans certaines régions du pays, ces conflits n'ont pas été considérés comme étant de nature à conduire à un extrémisme violent. C'est pourquoi les acteurs des plateformes recommandent de poursuivre les efforts faits dans le cadre de la prévention en direction des leaders religieux, mais que l'accent devrait être mis surtout sur les conflits interethniques et politiques. Ce que les membres des Clubs de Paix ont déploré c'est plutôt l'absence d'activités comme les théâtres participatifs qui pourraient aider à rendre les messages pour la paix et la cohésion sociale plus accessibles au public.

➤ La pertinence des parties prenantes identifiées dans la mise en œuvre des activités

Tous les acteurs qui ont participé à la mise en œuvre du projet ont été jugés pertinents, cependant, selon les membres de la société civile, les Coordinations Régionales qui sont une catégorie d'acteurs importants dans la société guinéenne qui n'a pas été prise en compte dans le projet et devraient être invitées à rejoindre le projet à cause de l'influence qu'elles ont sur leurs communautés.

➤ Pertinence par rapport à l'adhésion des membres des communautés

Les discussions de groupe au niveau des communautés et les entretiens individuels avec les acteurs membres des communautés montrent que les populations ont bien adhéré aux activités du projet. En moyenne, 71,5% des répondants au questionnaire, issus des localités de mise en œuvre du projet, toutes préfectures confondues, ont répondu avoir participé au moins une fois aux activités de Search Guinée.

➤ Efficacité du projet

- Niveau d'atteinte des indicateurs du projet

Pour l'essentiel, les indicateurs qui sont dans le cadre logique ont été atteints à mi-parcours¹. Pour ce qui concerne les acteurs qui sont membres du cadre de concertation, des plateformes au niveau communautaire, des Clubs de Paix et les enseignants, des séances de formation des leaders religieux, des acteurs politiques, des communicateurs traditionnels et des leaders jeunes facilitateurs des clubs de paix, ont été menées pour renforcer leurs capacités dans la prévention de l'extrémisme violent et l'approche Common Ground sur la transformation des conflits.

- Les leçons apprises de la réalisation des activités du projet

Pour ce qui concerne les forces du projet, l'ensemble des participants aux FFOM a salué le fait de réunir dans une même salle des acteurs influents des communautés qui ont toujours eu des suspicions entre eux et de créer les conditions pour qu'ils travaillent ensemble à élaborer des activités en direction de la prévention des conflits. Le processus de réflexion mis en œuvre dans le cadre du projet a permis de regrouper des religieux, politiques qui appartiennent à des groupes antagonistes et autres tout en leur permettant de comprendre que le dialogue est possible et que c'est ce dialogue qui doit leur permettre d'apporter des ripostes contre leurs différends.

Les faiblesses qui ont été notées portent surtout sur la manière dont les acteurs ont participé aux activités du projet. Les participants ont estimé que ces activités ne sont pas intenses et ciblent souvent les mêmes acteurs. Les lenteurs administratives qui retardent la mise à disposition des fonds pour les activités ont été décrites comme pouvant conduire au découragement des acteurs qui participent au projet. Pour ce qui concerne les opportunités pour la réussite du projet, la capitalisation des effets des projets antérieurs a été citée comme étant une opportunité pour la réussite du présent projet. Dans toutes les préfectures qui ont été visitées, Search a mené des actions de formation qui ont renforcé les capacités des acteurs des communautés dans le cadre de la PEV.

➤ Premiers effets

Les activités de Search For Common Ground ont permis de rapprocher plusieurs parties en conflit, c'est comme par exemple les représentants des différentes confessions religieuses et militants de partis politiques qui composent la plateforme locale. ⁱ

Recommandations

➤ **A Search :**

- Toucher davantage les ressortissants, acteurs très influents auprès des communautés plus particulièrement les Coordinations Régionales en tant qu'entités ;

¹ Voir la Chaîne de résultats en Annexe

- Toucher davantage les leaders et partis politiques - continuer à développer des opportunités pour établir le dialogue et contribuer à l'acceptation d'opinion diverses ;
- S'assurer d'un ancrage institutionnel, surtout au niveau de la Stratégie Nationale PEV pour qu'elle soit adoptée en conseil des ministres ;
- Au niveau administratif, revoir les procédures administratives pour faciliter les décaissements pour réduire les retards et que les activités puissent être conduites selon le planning ;
- Rendre plus dynamiques les actions des clubs de paix et permettre à leurs membres d'être outillés en techniques de prévention de l'extrémisme violent ;
- Soutenir la production d'émissions interactives produites par des radios partenaires pour mieux mesurer l'efficacité des résultats ;
- Le respect des calendriers pré établis pour la mise en œuvre des activités ;
- Aller au-delà de 18 mois de mise en œuvre d'un projet de si grande importance ;
- Élargir encore davantage les activités vers les zones rurales et périurbaines pour former les leaders traditionnels et religieux qui vivent dans ces zones

➤ **A l'Etat :**

- Former des représentants du SGAR aux outils informatiques pour pouvoir diffuser les thématiques des sermons du vendredi à l'intérieur ;
- Insérer des messages contribuant la Prévention de l'Extrémisme Violent dans les prêches du vendredi et les Dimanches ;
- Accélérer la stratégie de mise en œuvre de l'alerte précoce ;
- En collaboration avec Search Guinea et Quale, le Ministère de l'Education Nationale devrait élargir la formation des enseignants sur la PEV à l'ensemble des écoles du pays et surtout au niveau des Centres de Formation Pédagogique. Faire de la PEV un module de formation des enseignants.

1. Introduction

1.1. Contexte de l'évaluation

La République de Guinée est une nation multiculturelle, multi-religieuse et multiethnique dont les quatre principales régions géographiques correspondent aux zones habitées par les principaux groupes linguistiques. En Basse-Guinée, la langue principale des Soussou est la plus parlée par les populations de la zone côtière, dans le Fouta Djalon, la langue principale est le Pulaar, tandis qu'en Haute-Guinée, le malinké (Maninkakan) est la langue la plus répandue. La région forestière abrite plusieurs groupes ethniques, d'est en ouest, de Kpèlè (Guézzé), Loma (Toma) et Kissi. Outre ces principaux groupes ethniques, il existe plus de 20 autres plus petits groupes qui vivent dans toutes les régions du pays.

Outre la diversité de sa composition ethnique, la population est également divisée sur le plan religieux. Plus des quatre cinquièmes de la population sont musulmans, à majorité sunnites et une minorité Shiiite. Les sunnites sont composés en majorité de Tidjans et de Qadr, cependant, la confrérie Salafiste devient de plus en plus importante en nombre à travers tout le pays. Moins d'un dixième des Guinéens sont chrétiens, principalement catholiques et protestants et une minorité qui continue de suivre les pratiques religieuses traditionnelles. Search for Common Ground définit l'extrémisme violent comme le choix que font les individus d'utiliser ou de soutenir la violence pour promouvoir une cause fondée sur l'identité exclusive d'un groupe. Même si un extrémisme violent à caractère religieux n'a pas encore été noté en Guinée, il n'en demeure pas moins que le repli identitaire noté chez les membres des différentes confessions musulmanes crée une suspicion entre les Salafistes et les Tidjans qui s'est déjà traduit par des scènes de violence à travers certaines régions du pays comme ce fut le cas à Labé en 2015.

Depuis quelques décennies, on note de plus en plus la présence de Salafistes qui se distinguent aussi bien par leur manière de prier que par leur accoutrement vestimentaire : Ils prient bras croisés, les hommes portent des pantalons à mi- mollet et les femmes elles, la plupart vêtues du hijab noir qui ne laissent apparaître aucune partie de leur corps. La cohabitation entre les Tidjan et les Salafistes a toujours été empreinte d'une suspicion qui a fait que malgré leur nombre croissant, ce n'est qu'en 2016 qu'il a été permis à ces derniers d'avoir leur propre mosquée.

Le phénomène a commencé dans les années 1990 avec l'arrivée de Guinéens de la diaspora établis jusqu'alors en Mauritanie, au Sénégal et au Mali. Ces dernières années, il prend une nouvelle ampleur et crée des tensions. De jeunes chefs religieux, de retour des écoles et universités arabes où ils ont appris la langue et se targuent d'une traduction plus claire du Coran, leur interprétation du Coran a créé un conflit de générations avec les érudits qui avaient jusqu'ici une connaissance sommaire du texte saint. La suspicion des Tidjan envers les Salafistes est due au fait que les premiers pensent que les derniers abusent de la crédulité des populations pauvres et analphabètes. Ce qui a un impact sur l'ordre social traditionnel, parce qu'ils mettent en cause des traditions familiales comme les cérémonies de mariage, baptêmes ou d'enterrement, source de conflits au sein des familles. Les Salafistes contestent aussi la qualification traditionnellement établie pour diriger les mosquées.

En plus des conflits entre les Tidjan et les Salafistes, la Guinée est aussi traversée par des conflits interethniques qui sont accentués par le repli identitaire et communautariste. Depuis le début des années 1990, on note en Guinée l'émergence et l'influence des associations dénommées « Coordinations Régionales », représentatives de l'identité des régions géographiques et ethniques. Bien qu'elles soient apolitiques dans leurs statuts, ces coordinations régionales qui prennent de plus en plus d'influence sur l'élite politique contribuent à exacerber le communautarisme et l'ethnocentrisme dans le jeu politique et électoraliste. Cette situation tend vers l'institutionnalisation de ces structures aux vocations sociales et culturelles pour des visées identitaires régionales au détriment de la citoyenneté, dans la diversité ethnique.

La République de Guinée a récemment connu des avancées démocratiques, illustrées notamment par l'adoption d'une nouvelle constitution et par deux élections présidentielles. Cependant, plusieurs années d'instabilité ont érodé les capacités nationales de gestion de nombreux secteurs

clés du développement. Il y a une certaine atomocité dans les centres de décision, ce qui conduit à un manque de lisibilité des mécanismes de coordination. Les élections présidentielles ont révélé de profondes fractures au sein de la société guinéenne, nécessitant un véritable programme de réconciliation nationale afin d'éviter une perte totale de confiance des communautés entre elles et une situation d'instabilité plus grave qui érodait la cohésion sociale et les fondements de la nation guinéenne.

Cette fragilité du climat sociopolitique, la persistance de l'insécurité et les profondes différences entre les acteurs politiques peuvent avoir de graves conséquences sur la cohésion sociale et la stabilité du pays. L'une des manifestations de la fragilité du climat sociopolitique en Guinée reste la persistance des divisions ethniques, la forte propension de certains responsables politiques à vouloir utiliser leur appartenance ethnique comme outil de conquête du pouvoir, ce qui conduit souvent à une plus grande fragmentation ethnique. L'une des faiblesses de l'élite politique guinéenne réside dans le fait qu'elle s'appuie trop souvent sur ses groupes ethniques respectifs pour chercher à obtenir un poste politique. Cette situation a conduit à des fidélités ethniques et locales, devenant un frein à la création de l'unité nationale.

Il n'y avait pas eu de flambée de violence majeure entre les différentes communautés vivant dans la région forestière de Guinée avant 1993, lors des premières élections locales organisées dans le pays. Depuis lors, la situation n'a cessé de se dégrader en raison de la faiblesse des administrateurs en matière de gestion des conflits, en particulier de l'élite politique et des intellectuels originaires de la région, qui ont tendance à enflammer les identités ethniques lors des élections. La situation s'est tellement aggravé qu'un profond repli identitaire s'est installé parmi les communautés voisines à tel point qu'un conflit entre deux personnes peut provoquer une flambée de violence extrême entre communautés de différents groupes ethniques, comme en 2013 entre les Guerzé et les communautés Konianké. Les Konianké sont principalement des musulmans et les Guerzé sont issus des forêts environnantes et sont généralement chrétiens ou animistes. La nouvelle des combats qui ont éclaté à Koulé entre deux individus s'est rapidement propagée à Nzérékoré, la deuxième ville de Guinée, la plus proche. Des bandes des communautés de Konianké et de Guérzé sont descendues dans les rues. Ils étaient armés de machettes, de bâtons, de couteaux et parfois d'armes. Les stations-service ont été incendiées, des églises et des mosquées ont été incendiées. Des personnes des deux groupes ethniques ont été sauvagement battues à mort, certaines ont été décapitées et d'autres ont été abattues. Selon le gouvernement, au moins 100 personnes auraient été tuées.

Pour contribuer à prévenir les risques d'émergence d'extrémisme violent en Guinée à travers un accompagnement des acteurs communautaires et institutionnels, Search Guinée en partenariat avec Quale et le soutien financier de l'Union Européennes a initié le projet ***Unis dans nos différences ! Promouvoir la coexistence pacifique***. Le projet a été développé en collaboration avec les institutions guinéennes concernées (Présidence, Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation, Secrétariat Général des Affaires Religieuses, Ministre de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté). Le projet a commencé en Avril 2018 et sa mise en œuvre est prévue pour une durée de 18 mois.

1.2. Objectifs du projet

Le projet vise avant tout à soutenir les efforts de l'État guinéen et des acteurs locaux et communautaires à développer des actions concertées et inclusives de prévention de potentielles crises sécuritaires et sociales liées à l'émergence de violences à caractère religieux, et à s'écarter des mesures restrictives et stigmatisantes envers certaines communautés. Le projet a trois objectifs spécifiques qui sont les suivants :

- **Objectif spécifique 1** : Soutenir la formulation de réponses institutionnelles inclusives et collaboratives aux défis liés à la radicalisation et l'extrémisme violent.
- **Objectif spécifique 2** : Renforcer les capacités des acteurs locaux à prévenir les discours et attitudes basées sur l'exclusion et la violence.

- **Objectif spécifique 3** : Consolider la résilience communautaire aux appels à la violence par la promotion de la tolérance et de la cohésion sociale dans les zones les plus à risque.

1.3. Acteurs clés du projet

Le projet vise à soutenir les institutions guinéennes et la société civile locale à agir en amont d'une potentielle escalade de la violence liée à l'installation durable dans la société guinéenne de pratiques sociales exclusives, remettant en cause l'équilibre traditionnel entre la religion, l'ordre moral, les pratiques sociales et l'usage de l'espace collectif à travers le pays. Le projet s'inscrit ainsi dans une logique de prévention, et vise à renforcer les capacités des acteurs à tous les niveaux avec des méthodologies et des outils pouvant répondre aux causes profondes de l'extrémisme violent.

Pour atteindre ces résultats, le projet cible les groupes suivants :

➤ Les acteurs sociaux :

Religieux (Tidjan et Salafistes, catholiques et protestants), organisations de la société civile, les leaders communautaires, les leaders jeunes et femmes, les médias, les forces de défense et de sécurité, les acteurs politiques et les communicateurs traditionnels ;

➤ Les acteurs gouvernementaux et institutionnels :

Ministère de l'Unité Nationale et Citoyenneté ; Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation ; Ministère de la Justice ; Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi ; Secrétariat Général des Affaires Religieuses ; Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ; Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation ; Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ; Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de la Petite Enfance, etc.

Régions cibles. Le projet a une portée à la fois nationale, par son aspect de soutien aux acteurs institutionnels dans la formulation de politiques publiques, et locales du fait de la mise en œuvre d'une série d'activités dans des zones identifiées comme prioritaires parmi les communes suivantes :

- Basse Guinée : Conakry (Ratoma, Matoto)
- Moyenne Guinée : Labé, Pita
- Haute Guinée : Kankan, Siguiri
- Guinée forestière : N'zérékoré, Beyla

1.4. Objectifs de l'évaluation

L'évaluation à mi-parcours vise les objectifs suivants :

Objectif 1 : Analyser la pertinence des activités mises en place au cours des premiers mois du projet et faire des recommandations concrètes concernant la pertinence des activités à venir ;

Objectif 2 : Analyser l'efficacité de la mise en œuvre du projet et recueillir les leçons apprises dans le développement et l'implémentation des premières activités du projet. Identifier les forces et faiblesse afin de capitaliser sur les leçons apprises et fournir des recommandations concrètes sur l'implémentation de ce projet pour éclairer les futures interventions mais aussi des propositions concrètes pour une potentielle *New Cost extension*.

Objectif 3 : Mesurer les premiers effets du projet et collecter et renseigner tous les indicateurs du cadre logique du projet y compris le niveau des indicateurs de marginalisation, stigmatisation et tolérance identifiés dans le 1^{er} *conflict scan* et identifier les succès stories.

2. Méthodologie de l'évaluation

L'approche méthodologique qui a été adoptée a consisté en une collecte et une analyse de données qualitatives et quantitatives. Une démarche participative qui a permis non seulement aux répondants de fournir des informations clés mais aussi de participer avec le consultant à l'analyse primaire des données lors des séances d'analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces.

L'étude a été menée sur la base d'une revue documentaire, d'une collecte et une analyse des données primaires. Les données primaires sont constituées de données quantitatives et qualitatives.

Les zones couvertes par l'évaluation sont toutes les huit préfectures qui ont participé à la mise en œuvre du projet. Il s'agit précisément de Matoto et Ratoma à Conakry, de Labé, Pita, Beyla, Kankan, Siguiri et Nzérékoré.

FIGURE 1: CARTOGRAPHIE DES ZONES DE L'ETUDE



Sources : Map Softworld

La collecte de données quantitatives a permis d'avoir des données chiffrées sur chaque objectif de l'étude et sur les indicateurs à renseigner. La collecte de données qualitatives a permis quant à elle de faire une triangulation de ces données avec les données secondaires pour déterminer les tendances pour ainsi établir une situation mi-parcours du projet pour tirer des conclusions et des recommandations pour le reste de la mise en œuvre du projet.

2.1. Revue documentaire

La revue de la littérature qui a préparé l'étude sur le terrain a commencé par l'analyse des documents suivants :

- Le cadre logique du projet mis à disposition par Search Guinée qui a servi à identifier les principaux indicateurs du projet, à orienter l'étude et à confectionner les outils de collecte des données sur cette base ;

- Les termes de référence de l'évaluation qui ont précisé les critères de l'étude et les livrables attendus ;
- Les rapports des Conflict Scan qui ont été conduits dans les zones du projet ont permis d'avoir un aperçu sur les dynamiques de conflit dans les zones du projet et donne en fonction de ces dynamiques, des recommandations pour que le projet puisse atteindre ses objectifs visés ;
- La proposition de projet. Ce document renferme l'ensemble des résultats attendus à la mise en œuvre du projet. Ce document a contribué à une meilleure compréhension du contexte dans lequel le projet a été développé, la catégorisation de ses participants directs et indirects ainsi que le cadre des actions prévues ;
- Le rapport de l'étude de base du projet /étude de perception a permis d'avoir une situation de référence pour tous les indicateurs contenus dans le cadre logique et des perceptions sur les causes, la nature et les effets de l'extrémisme violent en Guinée.
- Les documents trouvés sur Internet portant sur la violence en Guinée ont permis de mieux comprendre le contexte du projet et de s'informer sur les cas de violence qui ont eu lieu à travers le pays. Des articles qui portent sur des mutations sociales et religieuses en Guinée ont contribué à informer la confection des outils qualitatifs de collecte des données.

Ces documents ont renseigné sur la situation de relents de conflits interethniques, politiques et religieux qui prévalent dans le pays et ont servi de base pour la confection du Rapport d'Orientation Méthodologique qui contenait aussi les questions de recherches et les outils de collecte des données. Le Rapport d'Orientation Méthodologique a été soumis à l'équipe de Search Guinée pour approbation avant le commencement de la collecte des données de terrain.

2.2. Étude de terrain

La collecte de données qualitatives a été menée par le biais d'entretiens individuels organisés avec les acteurs du projet et les membres des communautés où le projet a été déroulé, en plus du personnel de Search Guinée impliqué dans le projet aussi bien au niveau national que dans les préfectures, le représentant du partenaire de mise en œuvre Qualé, ainsi que des autorités locales dans les zones cibles. Un tel processus a permis une meilleure triangulation des informations collectées sur le terrain.

2.2.1. Collecte des données quantitatives

Les critères de l'évaluation et les indicateurs à renseigner dans le cadre logique étaient tels que les répondants à cibler pour la collecte des données quantitatives devaient être les acteurs qui ont participé aux activités du projet et les membres des communautés. Deux catégories de répondants ont été ainsi ciblées pour répondre à la collecte des données quantitatives et ainsi renseigner les indicateurs du cadre logique. La première catégorie regroupe les acteurs institutionnels qui ont été formés sur la prévention de l'extrémisme violent et participent à l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'actions du projet. Il s'agit des membres du cadre de concertation et des plateformes et des leaders religieux, politiques, les chroniqueurs politiques et les leaders jeunes qui ont été également été formés et mettent en œuvre des initiatives.

L'autre catégorie de répondants est constituée des membres des communautés où il y a des écoles dont les enseignants ont été formés dans le cadre du projet à Ratoma et Matoto, et des communautés où des Clubs de Paix ont été établis et où des activités du projet telles que les Tribunes d'Expression Populaire, les veillées traditionnelles et les séances de sensibilisation ont été organisées.

Un questionnaire spécifiquement dédié à chacune de ces deux catégories de répondants a été confectionné sur la base des indicateurs contenus dans le cadre logique et des Termes de Référence de l'évaluation.

L'échantillonnage des répondants a été fait de telle sorte que le nombre total des répondants a d'abord été déterminé estimée sur la base des rapports fournis par Search Guinée et un échantillon pour un niveau de confiance de 95% avec une marge d'erreur de 5% a été déduit. Une calculatrice d'échantillonnage² a été utilisée pour déterminer le nombre de répondants à cibler. Ces échantillons ont servi de base pour la collecte des données quantitatives. Pour ce qui concerne les acteurs institutionnels et les membres des plateformes, leur nombre a été estimé à 612, cela inclus les membres des plateformes locales et du cadre de concertation national, on a environ 205 personnes et les leaders religieux, politiques et communicateurs traditionnels formés (au nombre de 407). Sur la base des calculs, l'échantillon à prélever a été de 238.

Pour ce qui concerne les membres des communautés, seul les communautés où des activités du projet ont été menées ont été ciblées pour la collecte des données car si les données avaient été collectées dans l'ensemble d'une préfecture ciblée par le projet, aussi bien dans des endroits où des TEP ont été conduites que dans les endroits où ça n'a pas été le cas, les résultats auraient été biaisés cela d'autant plus que Search a mené des activités dans le cadre d'autres projet. C'est pourquoi le consultant et l'équipe de Search Guinée ont décidé de collecter les données uniquement auprès des communautés où des activités ont été menées. Il y avait en tout 3630 qui sont composés des membres des Clubs de Paix et des participants aux TEP, sur la base des calculs statistiques, l'échantillon à prélever a été estimé à 348 répondants. Donc en tout, il y a eu 586. A ces 586, une marge d'à peu près 10% soit 60 répondants a été ajouté pour prendre en compte les erreurs et les corrections à faire sur les questionnaires.

Pour ce qui concerne le ciblage des répondants après que les échantillons ont été déterminés, au niveau de chaque préfecture, les agents de Search qui sont coordonnateurs du projet ont remis les listes des répondants potentiels et les consultants ont sélectionné au hasard les répondants. Ces derniers ont été appelés au téléphone pour prendre rendez-vous avec eux pour les entretiens qui ont été conduit en personnes. Une attention particulière a été portée sur l'équilibre entre les répondants de sexe féminin et masculin, mais il n'a pas été possible d'avoir un équilibre parfait. C'est ainsi que 56% des répondants étaient des hommes et 44% étaient des femmes.

2.2.2. Équipe de collecte des données

Tous les enquêteurs ont été recrutés dans leurs propres préfectures. Après leur recrutement, ils ont été formés et testés sur le questionnaire avant de commencer la collecte des données. L'application KoboCollect a été utilisée pour la collecte des données pour permettre plus de rapidité et d'intégrité des données.

2.2.3. Collecte des données qualitatives

La collecte de données qualitatives s'est faite par le biais d'entretiens individuels organisés avec les principaux répondants bénéficiaires du projet, en plus du personnel de Search Guinée impliqué dans le projet, de Qualé, des partenaires de mise en œuvre qui sont des acteurs institutionnels et des membres des plateformes, ainsi que des leaders religieux et des autorités locales dans les zones cibles. En outre, des discussions de groupe ont été organisées dans chaque préfecture avec les membres des Club de Paix et les acteurs des plateformes, les enseignants (à Conakry) et les participants aux TEP. Des guides d'entretien qualitatifs ont été confectionnés pour chaque catégorie de répondants clés. Ces répondants sont les suivants :

TABLEAU 1: STATUT DES RÉPONDANTS POUR LES ENTRETIENS INDIVIDUELS

Statut	Nombres
Ministère de l'enseignement	2
Ministère de la Jeunesse et de l'emploi des Jeunes	1
Qualé	1
Enseignants (nombre total des enseignants qui ont participé aux FGD à travers toutes les préfectures. Parmi les enseignants qui ont participé aux FGD au niveau des préfectures en dehors de Conakry, certains l'ont été en tant que participants aux TEP)	11

² <https://www.calculator.net/sample-size-calculator.html?type=1&cl=95&ci=5&pp=50&ps=621&x=88&y=14>

Leaders religieux (Imams et pasteurs)	9
Acteurs politiques	8
Enseignants coraniques	8
Membres des plateformes	9
Membres des Clubs de Paix	8
Travailleurs au niveau des médias	5
Représentants de partis politiques	12
Représentants des OSC	4
Communicateurs traditionnels	3
Élèves	8
Femmes Ouléma	3

En plus des entretiens individuels, dans chaque préfecture, trois discussions de groupes ont été organisées, soit une avec les membres des Clubs de Paix, une avec les enseignants (à Conakry) et une avec les membres des plateformes, à raison de 7 participants par discussion. Soit en tout 24 discussions de groupes avec 168 participants.

Dans chaque préfecture une séance d'Analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (FFOM) a été organisée avec la participation des membres des plateformes (y compris les leaders religieux et représentants des partis politiques, de la société civile et des media), des enseignants (à Conakry) et des Clubs de Paix. L'objectif des FFOM était non seulement de collecter des données qualitatives mais aussi de conduire une analyse primaire de ces données avec les participants pour dégager des recommandations pour la prochaine phase du projet.

2.2.4. Contraintes et limites de l'évaluation

L'une des contraintes de l'évaluation à mi-parcours a été que Search a mis en œuvre plusieurs projets dans les zones d'intervention du présent projet, ce qui fait que les répondants n'ont pas toujours pu faire la distinction entre les activités du présent projet et ceux d'avant ce projet. C'est pourquoi parmi les répondants qui ont affirmé avoir participé aux activités de Search, un grand nombre a cité des activités qui n'ont pas encore été initié dans le cadre du projet et des programmes radio qui ont commencé à être diffusés bien avant le début du présent projet comme Sissi Aminata et le théâtre participatif.

L'équipe de collecte des données n'avait pas eu accès aux Jingles des nouveaux programmes radio pour le présenter aux répondants pour leur permettre de distinguer les émissions radio du projet UDD aux autres émissions diffusées par Search.

2.2.5. Analyse des données

L'analyse des données s'est déroulée en trois étapes : Tout d'abord, des analyses FFOM ont été organisées avec les membres des plateformes, des personnes qui ont au moins une fois participées à des tribunes d'expressions populaires et à des sessions de formations dans chacune des préfectures visitées.

Lorsqu'elle est utilisée dans l'évaluation d'un projet, l'analyse FFOM permet d'identifier les facteurs qui ont permis au projet d'atteindre ses objectifs, les contraintes liées à sa conception ou la manière dont les activités ont été menées. Elle identifie également les opportunités offertes en dehors du projet qui rendent favorables sa durabilité, ainsi que les menaces externes qui pourraient l'entraver.

La deuxième étape de l'analyse des données a été réalisée lors des réunions avec les enquêteurs qui ont aidé à collecter des données quantitatives. À la fin de la collecte des données, l'équipe s'est réunie pour donner son avis sur la manière dont les données ont été collectées et les premières impressions sur les répondants et les réponses obtenues. Sur cette base, une triangulation a été réalisée avec les données qualitatives collectées par le consultant. La dernière étape de l'analyse a été l'analyse des données et le présent rapport, qui organise et triangule toutes les données de terrain et les données secondaires collectées lors de la revue documentaire.

2.2.6. Considérations éthiques

Lors de la collecte des données, les enquêteurs ont été priés de respecter les règles suivantes :

Consentement éclairé : les répondants ont été informés qu'ils devaient choisir eux-mêmes s'ils souhaitaient ou non de participer à l'évaluation. Pour ce faire, l'équipe leur a fourni des informations adéquates sur l'évaluation et ils en ont compris le but et sur la manière dont les résultats finaux seront utilisés. Ils ont été informés qu'ils pouvaient se retirer de la recherche à tout moment et que la confidentialité serait garantie. Aucun des documents de projet ne contiendra d'informations permettant à quiconque de savoir que ce sont eux qui ont fourni les informations.

3. Analyse des données

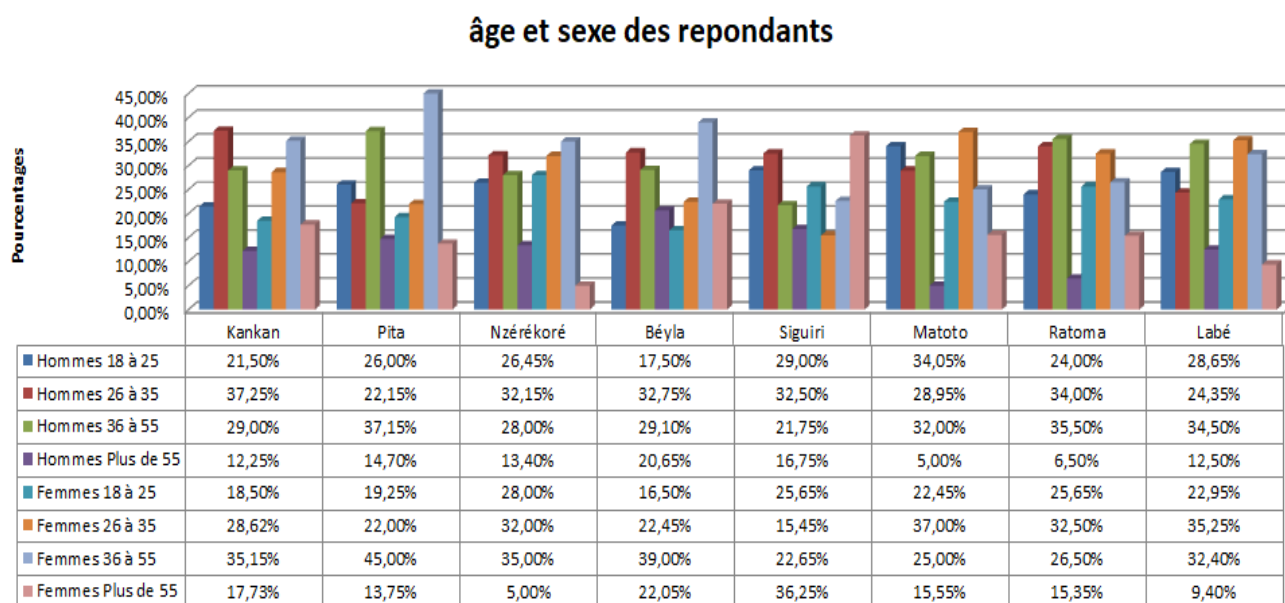
Les résultats sont générés à partir de l'analyse et de la triangulation des données qualitatives et quantitatives avec les données secondaires. Ils se concentrent sur les critères de l'évaluation indiqués dans les Termes de Référence : la pertinence, l'efficacité et les premiers effets.

3.1. Caractéristiques sociodémographiques des répondants

L'analyse des données sociodémographiques des répondants dans les zones cibles est essentielle pour comprendre leurs attitudes, leurs connaissances et leur apprentissage en ce qui concerne la cohabitation dans la communauté et la violence entre voisins de groupes ethniques et religieux différents ainsi que le repli identitaire.

Bien que des efforts aient été consentis pour avoir un équilibre entre les sexes parmi les répondants, il n'a pas été possible d'avoir un équilibre parfait à cause de la disponibilité des répondants potentiels. C'est ainsi qu'au total, pour toutes les préfectures confondues, 54,5% des répondants étaient des hommes alors que les femmes représentent 45,5%. La figure montre la répartition des répondants selon l'âge et le sexe par localité.

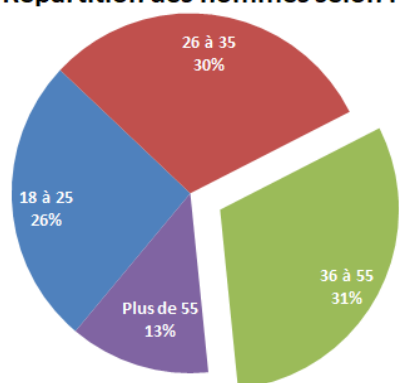
FIGURE 2: REPARTITION DES REpondANTS SELON L'AGE ET LA LOCALITE



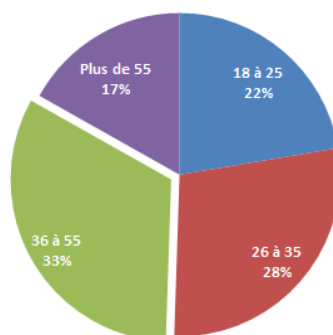
La figure 3 ci-dessous qui montre la répartition selon le groupe d'âge montre qu'aussi bien pour les hommes que pour les femmes, plus de 60% des répondants ont entre 25 et 55 ans.

FIGURE 3: REPARTITION SELON LA TRANCHE D'AGE

Repartition des hommes selon l'age



Répartition des femmes selon l'age



La figure 4 ci-dessous montre que plus de 75% des répondants ont un niveau d'éducation secondaire ou plus et en moyenne, 14,5% ont un niveau universitaire.

FIGURE 4: DISTRIBUTION DES REpondANTS SELON LE NIVEAU D'EDUCATION

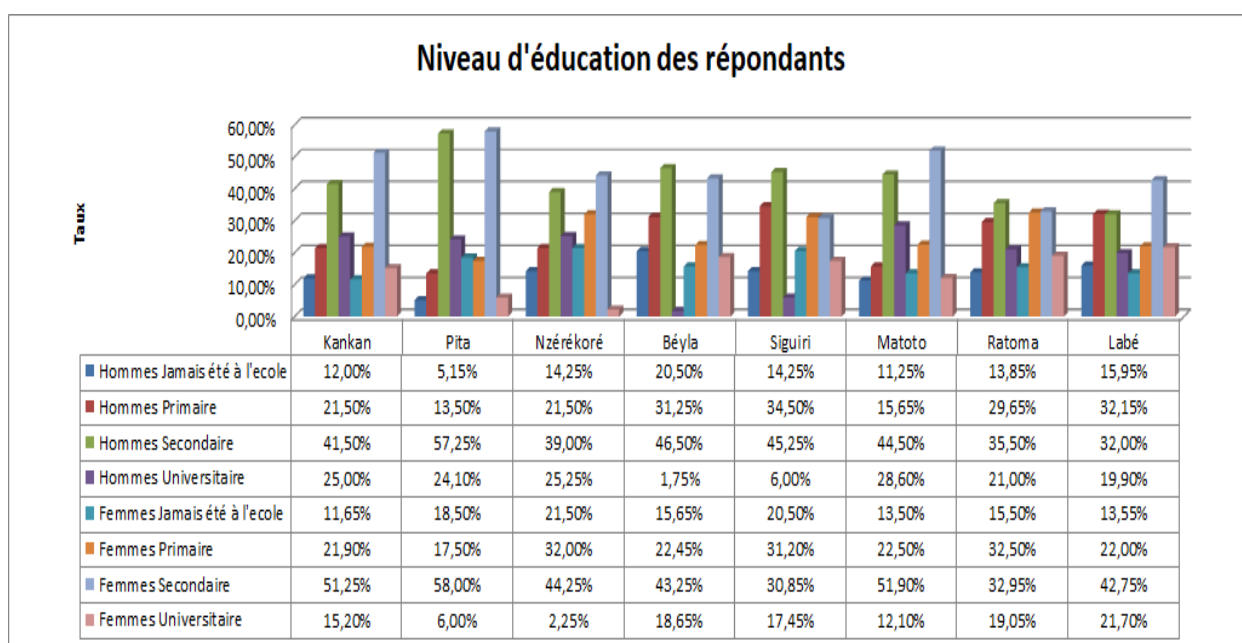
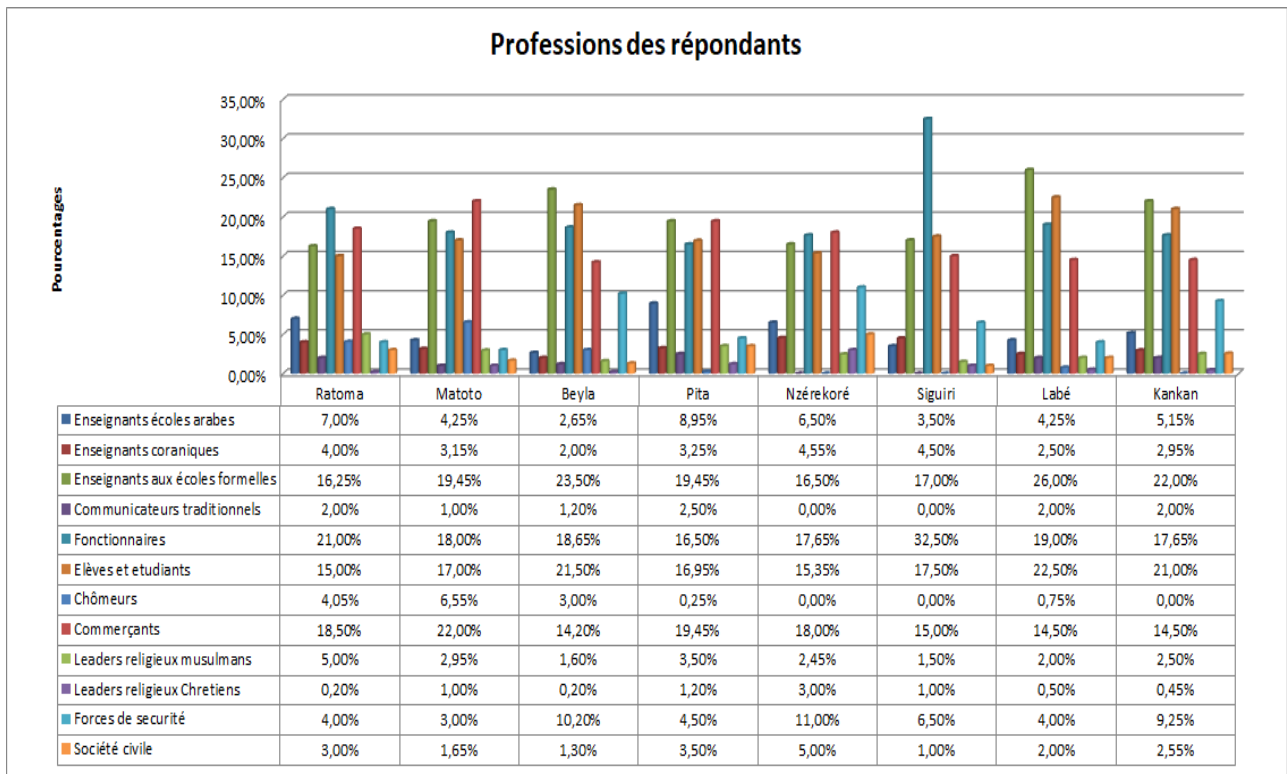


FIGURE 5: REPARTITION DES REpondANTS SELON LA PROFESSION



Sur l'ensemble des répondants à l'enquête quantitative auprès des membres des communautés où le projet a mené des activités, moins de 10% occupent des fonctions d'autorité, et ceux-là sont des leaders religieux chrétiens et musulmans et des membres des services de sécurité.

3.2. Pertinence du projet

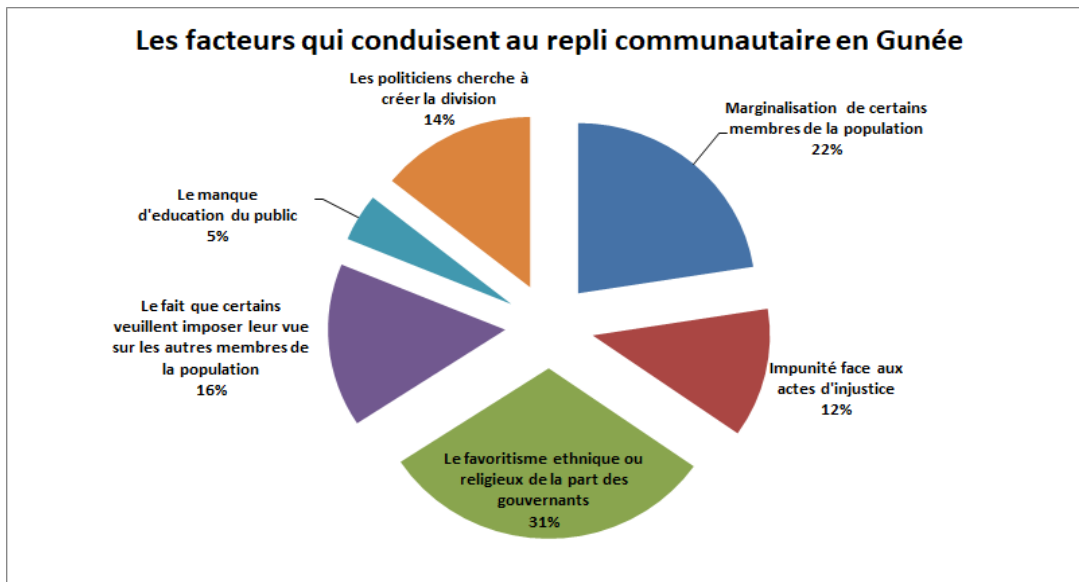
La pertinence du projet mesure la manière dont il répond aux besoins des communautés où il est mis en œuvre ; comment il s'est adapté aux conflits et aux priorités des cibles au niveau des préfectures. Elle vise aussi à analyser dans quelle mesure les acteurs locaux se sont appropriés les activités mises en œuvre dans le cadre du projet ainsi que les choix opportuns pour la deuxième phase.

3.2.1. Pertinence du design et des activités choisies

Search définit l'extrémisme violent comme le choix que font les individus d'utiliser ou de soutenir la violence pour promouvoir une cause fondée sur l'identité exclusive d'un groupe. Même si l'instabilité sociopolitique en Guinée n'a pas encore mené à un extrémisme violent comme c'est le cas au Mali et au Burkina Faso, les principaux facteurs qui poussent les populations à adhérer à des groupes extrémistes violents sont cependant présents en Guinée.

Parmi les répondants à l'enquête quantitative, **91,25%** pensent que la violence est un problème en Guinée. Les réponses à la question qui porte sur les causes de la violence en Guinée ont montré que les principales causes du repli et d'exclusion communautaire pouvant mener à l'extrémisme violent sont le favoritisme ethnique ou religieux de la part des gouvernants 31% et la marginalisation (22%). La Figure 6 montre les réponses perceptions sur les principales causes du repli communautaire.

FIGURE 6: LES PRINCIPALES CAUSES DU REPLI COMMUNAUTAIRE



Lors des discussions de groupe, les participants ont montré que le repli communautaire est devenu en Guinée aussi bien une cause qu'une conséquence de la mal gouvernance, le favoritisme ethnique et religieux et le sentiment de marginalisation et d'exclusion de certaines catégories sociales du pays qui sont surtout issues de minorités ethniques.

Avant que le pays ne soit démocratisé et qu'on ne commence à aller à des élections libres, il y avait moins de problèmes entre les différentes communautés ethniques. Avec l'ethnisation des choix politiques : Si vous êtes un leader politique et vous savez que ce sont seulement les membres de votre communauté ethnique qui vous ont permis de gagner les élections, vous allez vous sentir redevable envers eux et puisque les ressources sont limitées, vous allez tout leur donner pour gagner les prochaines élections et donc vous ne servirez que ceux qui vous ressemblent. C'est ce qui amène la marginalisation et l'injustice, le repli communautaire et finalement l'extrémisme violent. Et c'est ce que nous vivons en Guinée.

Un des participants à la discussion de groupe à Kankan

C'est dans ce contexte que le présent projet est mis en œuvre. Il s'inscrit dans une continuation des activités et projets qui ont été entrepris par Search Guinée dans le cadre de la consolidation de la paix.

Le projet capitalise sur les expériences réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des projets antécédents, sur l'alerte précoce sur les violences et sur la prévention et la résolution des conflits, notamment en redéployant les plateformes cette fois pour contribuer à l'élaboration de la stratégie nationale PVE de manière inclusive. Le présent projet insiste sur les facteurs qui conduisent à la radicalisation violente et le renforcement des capacités des acteurs institutionnels et communautaires sur l'identification de ces comportements qui conduisent à la radicalisation et sur les actions à entreprendre pour prévenir ces comportements. Ce qui permet d'agir sur les causes sous-jacentes, les facteurs de risque de l'extrémisme violent et ainsi, amener les acteurs tant au niveau communautaire, qu'au niveau national, les leaders influents politiques et religieux, la société civile et les institutions spécialisées (justice, forces de sécurité) à collaborer pour adresser ces risques et renforcer la résilience communautaire en appuyant les facteurs favorisant la tolérance et l'acceptation mutuelle en Guinée.

C'est ainsi que les acteurs influents qui peuvent contribuer à la prévention de l'extrémisme violent ont été identifiés lors de l'étude pour la cartographie communautaire. Parmi les principales activités qui ont été initiées dans le cadre du projet, on note :

- La mise en place de plateformes multi-acteurs qui regroupent les acteurs institutionnels et la société civile. Ces plateformes regroupent des représentants de partis politiques, autorités locales, des représentants du Ministère de l'éducation nationale, du Ministère de la Jeunesse

et de l'emploi Jeune, du Ministère de la Justice, du Ministère de la sécurité et de la protection civile, des représentants des différentes confessions religieuses, de la société civile et des enseignants.

- Mise en place d'un cadre de concertation multi-acteurs sur la PVE et soutien à l'élaboration d'une feuille de route nationale. Ce cadre de concertation multi-acteurs établi réunissant les représentants des Ministères et institutions guinéennes concernées par la question (y compris forces de défense et de sécurité) institué, 1 réunion tous les deux mois à Conakry, 1 feuille de route adoptée (total : au moins 5 réunions, 20 à 25 participants chacune).
- Le recrutement du cabinet de formation Qualé pour le renforcement de capacités des enseignants de Ratoma et de Matoto sur la PEV pour les doter de capacités de repérer et analyser des discours, attitudes et comportements d'exclusion et à formuler des discours alternatifs.
- La formation de leaders religieux pour les *renforcer dans les approches collaboratives de PVE, Transformation des conflits et leadership* et aussi pour améliorer leurs capacités communicationnelles et techniques pour former d'autres leaders en Transformation des conflits.
- La création de Clubs de Paix composés des leaders de jeunes à travers toutes les préfectures où le projet est en train d'être déroulé.

La phase préparatoire pour l'élaboration de la stratégie de mise en œuvre des activités du projet a été conduite avec les acteurs institutionnels et la société civile. A ce niveau, les participants aux discussions de groupe ont affirmé que le fait d'avoir participé à des activités de formation organisées par Search Guinée sur l'approche Common Ground et les techniques de prévention de l'extrémisme violent, leur permet d'affirmer qu'ils sont outillés pour conduire des activités de prévention contre l'extrémisme violent dans leurs communautés. Ils ont cité en exemple les formations sur les thématiques comme : l'identité, l'écoute active, les dynamiques visibles et invisibles du conflit, l'utilisation des nouveaux médias pour prévenir l'extrémisme violent et le leadership.

Les participants aux discussions de groupe avec les acteurs communautaires de Labé ont perçu le projet, dans son design comme contribuant à combler des déficiences dans la manière dont les institutions opéraient dans le cadre de la prévention de la violence. Ils estiment qu'avant que le projet ne commence, les autorités étaient généralement réactives par rapport à la violence et n'avaient pas développé d'actions concertées entre les différentes institutions pour sensibiliser les populations et prévenir la violence. Le projet, dans son design a permis de réunir tous les acteurs qui sont susceptibles d'influencer les acteurs étatiques et politiques au niveau national et les populations au niveau communautaire. A Nzérékoré, les leaders religieux chrétiens et musulmans ont affirmé lors des discussions de groupe avoir eu l'occasion de se rencontrer dans des activités organisées par la Commune ou la préfecture mais n'avaient jamais eu l'occasion d'échanger sur les questions qui portent sur la paix et surtout d'élaborer ensemble des plans d'action de prévention contre la violence.

3.2.2. L'appropriation des activités par les acteurs locaux

L'appropriation des activités du projet par les acteurs locaux a été discutée lors des discussions de groupe avec les membres des plateformes et lors des sessions d'analyse FFOM. Pour l'essentiel, les acteurs aussi bien institutionnels que communautaires ont accueilli avec enthousiasme les activités du projet pour avoir été invités à donner leurs idées dans son élaboration et sa mise en œuvre. La question sur la participation au processus d'élaboration de la feuille de route à tous les niveaux a été posée aussi bien aux membres des plateformes qu'aux membres des Club de Paix.

Bien que seulement **52,56%** des répondants à l'enquête quantitative des acteurs aient affirmé se sentir avoir été mobilisés et inclus à tous les stades du processus d'élaboration de la feuille de route

nationale sur la PVE, il n'en demeure pas moins que les discussions de groupe ont montré que les participants ont été sollicités dans le cadre de la mise en œuvre pour identifier les besoins et pour développer les réponses. Cette implication est perçue comme étant une opportunité pour les acteurs non seulement de mettre en pratique ce qu'ils ont appris du projet mais aussi d'adapter l'approche Common Ground de la résolution des conflits aux réalités de leurs communautés.

Les participants à la discussion de groupe avec les acteurs à Pita ont estimé que les activités menées par Search dans leurs communautés sont d'un grand apport pour l'amélioration des relations entre les gouvernants et les gouvernés, mais aussi, en plus de leurs contributions dans la promotion de la culture de la non-violence et de leadership en milieu jeunes, elles contribuent au renforcement de la cohésion sociale et de l'esprit de pardon et de tolérance. Ce sentiment a été perçu, dans toutes les localités qui ont été visitées dans le cadre de la collecte des données.

Pour l'essentiel, l'ensemble des acteurs aussi bien au niveau des plateformes communautaires que dans le cadre de concertation ont perçu les activités du projet comme étant une opportunité pour développer des réflexions sur l'éducation islamique, franco-arabe et coranique qui pourraient assister l'État à élaborer une politique nationale de la PVE. Selon le Directeur National au Ministère de l'Éducation « *En regroupant tous les acteurs qui sont susceptibles d'influencer et d'orienter les politiques nationales en matière de sécurité et d'éducation pour la cohésion sociale et nous nous sentons de mieux en mieux outillés pour non seulement sensibiliser les populations sur l'extrémisme violent mais aussi de guider les décideurs politiques sur la voie à suivre* ». La position du Directeur National dans le cadre national de la stratégie sur la PVE et le cadre de réflexion éducation lui donne ainsi l'autorité et les capacités de mettre en œuvre les recommandations qui sont adoptées par le projet.

3.2.3. Sur les activités à ne pas reconduire ou à ajouter

Le projet a ouvert des opportunités d'apprentissage et de dialogue auprès des populations à travers les TEP, les programmes radio et les initiatives des leaders religieux et communicateurs traditionnels, tels que les veillées traditionnelles. Il a aussi développé et mis en œuvre un programme de formation des acteurs sur la PEV. Selon les acteurs qui ont participé aux entretiens individuels, aux discussions de groupe et aux séances d'analyse des FFOM, toutes ces activités se sont avérées pertinentes. Ce que les membres des Clubs de Paix ont déploré c'est plutôt l'absence d'activités comme les théâtres participatifs qui pourraient aider à rendre les messages pour la paix et la cohésion sociale plus accessibles au public. Aussi bien à Kankan, qu'à Pita et à Ratoma, les jeunes membres de ces Clubs doivent être renforcés dans les capacités de sensibilisation sur la PEV et le plaidoyer de manière à adapter les approches aux réalités des communautés et le théâtre participatif est considéré comme un outil approprié.

Le projet a été perçu comme ayant insisté sur les conflits inter-religieux et inters confrériques pour ce qui concerne les différentes confessions islamiques. Cependant, dans toutes les communautés visitées et parmi les membres du cadre de concertation, bien qu'il y ait eu des conflits entre les chrétiens et les musulmans dans certaines régions du pays, ces conflits n'ont pas été considérés comme étant de nature à conduire à un extrémisme violent. La coexistence entre chrétiens et musulmans étant considérée comme cordiale et pacifique en générale. Pour ce qui concerne les divergences entre les confréries musulmanes, les Tidjanes et les Salafistes sont considérées comme étant un problème sérieux, cependant pour le moment, ces divergences n'ont pas mené vers un extrémisme violent mais plutôt vers un repli identitaire.

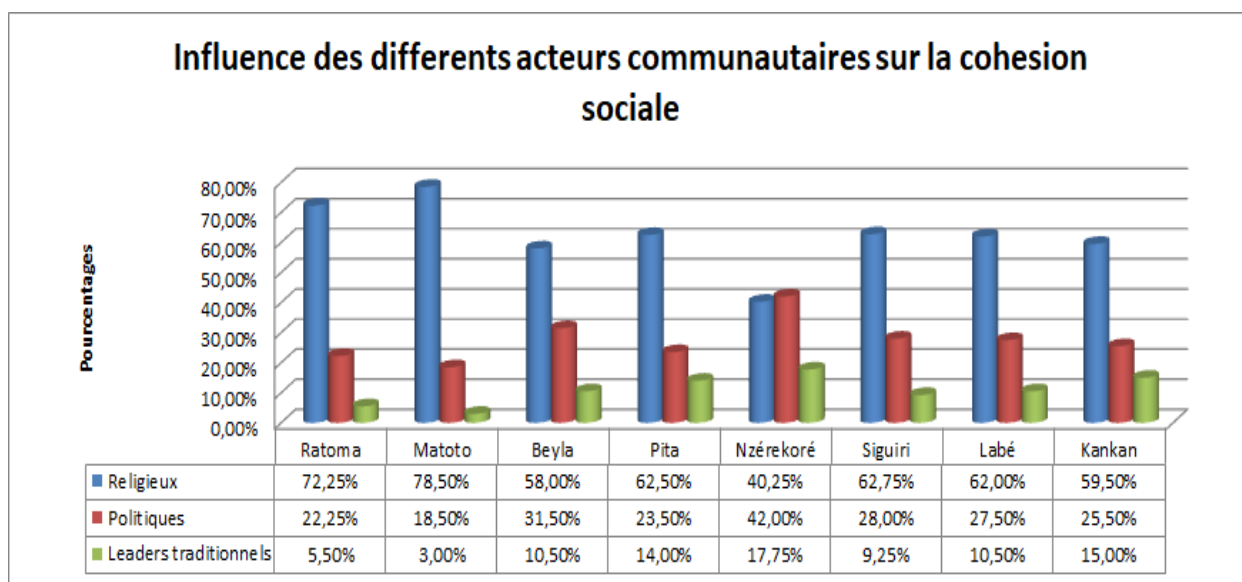
C'est pourquoi les acteurs des plateformes recommandent de poursuivre les efforts faits dans le cadre de la prévention en direction des leaders religieux, mais que l'accent devrait être mis surtout sur les conflits interethniques et politiques car malgré le fait que les projets de Search aient contribué à atténuer leur ampleur, ils restent encore vivaces surtout dans le contexte préélectoral qui prévaut au moment où le présent projet est en train d'être déroulé.

Le projet s'est beaucoup appesanti sur la formation des leaders religieux pour leur doter de capacités de renforcer la tolérance entre les différentes communautés religieuses et ethniques ainsi que les partisans des différents partis politiques. L'étude de base avait montré que les leaders

religieux sont les plus crédibles sur le terrain pour contribuer à la cohésion sociale et véhiculer des messages d'apaisement.

La figure 7 ci-dessous montre le pourcentage des répondants qui affirment que les discours religieux jouent un rôle positif dans la cohésion sociale. En moyenne 62,34 % des répondants pour les 8 préfectures estiment que les leaders religieux ont un rôle influent sur la cohésion sociale. Durant l'étude de base, ce taux était de 59%, ce qui montre une faible variation.

FIGURE 7: INFLUENCE POSITIVE DU DISCOURS DES ACTEURS COMMUNAUTAIRES SUR LA COHESION SOCIALE



3.2.4. La pertinence des parties prenantes identifiées

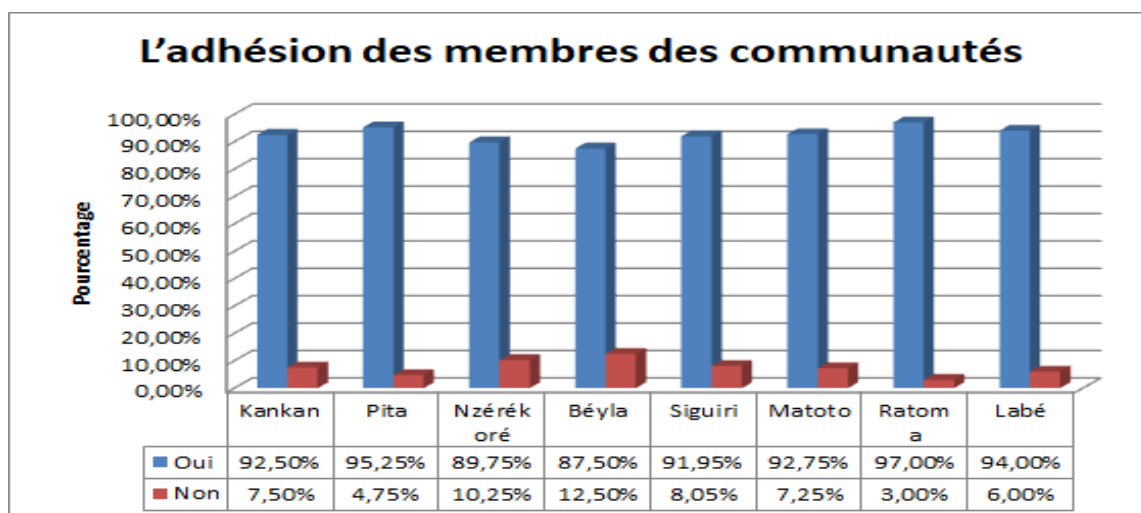
Selon les membres de la société civile, les Coordinations régionales sont une catégorie d'acteurs importants dans la société guinéenne qui n'a pas été prise en compte dans le projet. Les coordinations régionales sont devenues des entités très importantes dans la politique et la société guinéenne. Bien qu'elles aient un statut apolitique, elles sont de plus en plus sollicitées par les leaders politiques et religieux au point qu'elles deviennent incontournables dans tout ce qui concerne la prévention de la violence parce que ces organisations sont considérées à tort ou à raison comme étant des structures qui encouragent le repli identitaire et sèment les germes de la radicalisation surtout des membres des ethnies minoritaires dans le pays. Bien que des membres de ces coordinations soient présents dans les plateformes communautaires, ils n'y sont pas en tant que représentants des coordinations et ne rendent donc pas compte à ces structures. Une implication formelle des coordinations régionales dans l'élaboration et la mise en œuvre des activités pourrait aider à atteindre les résultats escomptés du projet, surtout s'ils sont amenés à diffuser des messages alternatifs promouvant la tolérance plutôt que le repli identitaire.

3.2.5. Pertinence par rapport à l'adhésion des membres des communautés

Les discussions de groupe au niveau des communautés et les entretiens individuels avec les acteurs membres des communautés montrent que les populations ont bien adhéré aux activités du projet. En moyenne, 71,5% des répondants au questionnaire, issus des localités de mise en œuvre du projet, toutes préfectures confondues, ont répondu avoir participé au moins une fois aux activités de Search Guinée. Ce fort taux pourrait s'expliquer par le fait que Search Guinée a mis en œuvre plusieurs projet dans ces préfectures avant le projet *Unis dans nos différences*, et il n'a pas été facile pour les répondants de se rappeler les noms des différents projets.

A la question « Pensez-vous que les activités de Search peuvent conduire à réduire le repli et l'exclusion pouvant mener à l'extrémisme violent ? » la figure 5 résume les réponses des interviewés. La figure montre que plus de 90% des répondants pensent que les activités du projet contribuent à réduire le repli identitaire dans le pays.

FIGURE 8: ADHESION DES COMMUNAUTES AUX ACTIVITES DU PROJET



3.3. Efficacité du projet

L'efficacité du projet dépend de la manière dont les objectifs fixés et les résultats attendus ont été atteints, notamment de la manière dont il a renforcé les structures organisationnelles et la visibilité des principaux partenaires membres des plateformes et leur a permis d'innover dans leurs activités pour soutenir la PEV.

3.3.1. Niveau d'atteinte des indicateurs du projet

Pour l'essentiel, les indicateurs qui sont dans le cadre logique ont été atteints à mi-parcours³. Pour ce qui concerne les acteurs qui sont membres du cadre de concertation, des plateformes au niveau communautaire, des Clubs de Paix et les enseignants, des séances de formation des leaders religieux, des leaders politiques, des communicateurs traditionnels et des leaders jeunes facilitateurs des clubs de paix, ont été menées pour renforcer leurs capacités dans la prévention de l'extrémisme violent et l'approche Common Ground sur la transformation des conflits. C'est pour cette raison que les réponses que les acteurs ont données pour informer les indicateurs contenus dans le cadre logique ont souvent atteint des niveaux très élevés pour une évaluation à mi-parcours comme c'est le cas pour « *Indicateur 1 : Pourcentage d'acteurs communautaires et institutionnels ciblés par le projet se sentant outillés pour répondre aux risques d'extrémisme violent.* » pour lequel 96,17% des répondants se sentent préparés pour répondre aux risques de l'extrémisme violent. L'*Indicateur 2 : % de personnes interrogées dans les localités cibles et au sein des institutions partenaires pouvant donner une définition de l'extrémisme violent, et deux exemples de stratégie inclusive pour y répondre* » par exemple, s'adresse aussi bien aux acteurs qu'aux membres des communautés.

Les répondants acteurs institutionnels qui ont été directement formés dans le cadre du projet (Il s'agit des enseignants, des membres des Clubs de Paix et des plateformes) ont à 87,41% été en mesure de donner une réponse correcte pour la définition de l'extrémisme violent. Le taux élevé des réponses pourrait s'expliquer par le fait qu'ils ont suivi une formation, et cela a été aussi vérifié lors des enquêtes qualitatives.

Pour les membres des communautés qui n'ont pas suivi de formation et qui ont répondu à la même question, 63,31% des répondants ont donné une définition correcte. Les répondants pour cette partie sont des membres des communautés qui n'ont pas été formés dans le cadre du projet mais résident dans des zones où le projet a mené des communications ou des activités de dialogue. De même, **75,4%** des personnes interrogées dans les localités cibles et au sein des institutions partenaires savent désormais distinguer l'extrémisme violent des autres formes de violences et

³ Voir la Chaîne de résultats en Annexe

peuvent citer deux exemples de stratégies inclusives pour y répondre, contre 27% des répondants lors de l'étude de base.

Ceci montre que le projet a permis de renforcer la compréhension des participants sur ce qu'est l'extrémisme violent, ainsi que les facteurs qu'il faut adresser pour le prévenir.

3.3.2. Les leçons apprises de la réalisation des activités du projet

Les leçons apprises dans la réalisation des activités du projet ont été surtout examinées en profondeur lors des séances de FFOM avec les acteurs des plateformes et les entretiens individuels. Cette partie est examinée sur la base du contenu des activités elles-mêmes et sur la manière dont elles ont été menées. Dans chacune des préfectures visitées, l'analyse des FFOM a été menée avec les acteurs des plateformes en listant l'ensemble des activités entreprises et ensuite pour chaque activité, les participants ont été invités à indiquer les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces. Le tableau suivant résume les FFOM qui ont été conduites dans les préfectures où l'évaluation a été conduite.

Tableau 2: Analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces :

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Implication des leaders religieux, politiques, des Co facilitateurs dans la résolution des conflits à travers les modules de formations développés par Search, • Création des opportunités pour asseoir dans la même salle des acteurs qui se suspectaient pour trouver ensemble des convergences pour prévenir les conflits ou violence, • Le fait que le public soit réceptif aux messages diffusés sur la non-violence à travers les TEP et la radio • La manière dont les modules de formation de Search sur la PEV sont adaptés aux réalités de la Guinée, • Tous les acteurs influents des communautés ont été impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre des activités du projet • Les Clubs de Paix sont une innovation qui permet surtout aux jeunes de mieux s'impliquer dans la recherche de la paix et la PEV. Ces Clubs sont aussi une opportunité pour les personnes d'ethnies et de religions différentes d'échanger et de mieux coopérer pour la paix • Les acteurs qui ont été formés dans le cadre du projet ont bien répliqué ce 	<ul style="list-style-type: none"> • Non-respect de l'heure par endroit lors des activités, • Non provision de financements suffisants pour la mise en œuvre des plans d'actions développés par les membres de plateformes et des clubs de paix. • Le manque d'information sur la tenue des activités. • La lenteur et manque de régularité dans la mise en œuvre des activités sur le terrain, diminuant l'engagement des membres des clubs • Les lenteurs dans les décaissements de fonds ont retardé la mise en œuvre des activités

<p>qu'ils ont appris dans leurs communautés</p> <ul style="list-style-type: none"> • A Labé et Pita, les veillées traditionnelles ont adapté l'approche de Search aux réalités locales 	
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Les effets des activités précédentes de Search dans les communautés sont encore vivaces • La prise de conscience grandissante des populations sur le fait qu'elles se sont souvent laissé manipuler par des politiciens qui les ont entraîné à commettre des atrocités contre des innocents. • La société civile guinéenne devient de plus en plus outillée pour entreprendre des actions de pacification du public 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque d'augmentation des conflits et/ou violences dus au contexte politique préélectoral

Pour ce qui concerne les forces du projet, **l'ensemble des participants aux FFOM a salué le fait de réunir dans une même salle des acteurs influents des communautés qui ont toujours eu des suspicions entre eux et de créer les conditions pour qu'ils travaillent ensemble à élaborer des activités en direction de la prévention des conflits.** Selon un des imams Tidjan de Labé, *« je n'ai jamais gardé d'animosité envers les chrétiens ou les musulmans des autres confessions mais je n'avais jamais eu l'occasion de m'asseoir autour d'une même table avec eux pour mieux les comprendre, ce projet m'a permis de m'ouvrir vers eux et de travailler surtout avec eux pour la paix ».*

Selon un des pasteurs qui a participé au FFOM, *« à chaque réunion de plateforme, nous avons effectué des travaux de groupe plus approfondis sur les facteurs structurels, les facteurs habilitants et les facteurs individuels pouvant donner naissance au phénomène d'extrémisme violent dans une localité ainsi que les facteurs de résilience existants. Ces échanges nous ont permis de mieux nous connaître et se comprendre. »*

Au cours de la rencontre, les participants ont indiqué que **le processus de réflexion mis en œuvre dans le cadre du projet a permis de regrouper des antagonistes religieux, politiques et autres tout en leur permettant de comprendre que le dialogue est possible et que c'est ce dialogue qui doit leur permettre d'apporter des ripostes contre leurs différends.** Ils disent aussi que, le partage des résultats des études de base et de conflits scan leur a permis également de façon régulière de faire une lecture bien claire des contextes socio politiques de leurs localités dans une logique leur permettant de se préparer pour faire une prévention des problèmes pouvant aboutir à de l'extrémisme violent. Ils ont cité en exemple des cas de destruction des lieux de cultes dans certaines localités rurales.

La sensibilisation à travers les TEP a aussi été saluée parce qu'elle donne l'opportunité aux participants de poser des questions et de donner leurs opinions sur la PEV. A Labé et à Pita, l'approche qui a consisté à organiser des veillées traditionnelles avec la participation des communicateurs traditionnels a permis au projet de rappeler les participants qui sont d'ethnies ou de religions différentes ce qui les unie à travers l'histoire et la tradition.

Les faiblesses qui ont été notées portent surtout sur la manière dont les acteurs ont participé aux activités du projet. Les participants ont estimé que ces activités ne sont pas intenses et ciblent souvent les mêmes acteurs. Ils estiment que **la diversification des acteurs et l'augmentation de la fréquence des activités pouvaient être une opportunité pour impliquer plus de personnes et de couches socio professionnelles dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent**. De même, les participants ont indiqué que le format des activités et le respect des planifications sont tant de moyens pouvant contribuer en faveur de l'efficacité et que cela reste un handicap dans plusieurs activités jusque-là appuyées par les plateformes qui s'impliquent dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent dans la localité de Labé. La mise en œuvre est handicapée par les lenteurs dans les décaissements au niveau de Search à cause des procédures administratives qui sont lourdes, ce qui retarde la mise en œuvre des activités et réduit l'enthousiasme des acteurs.

Pour ce qui concerne les opportunités pour la réussite du projet, la capitalisation des effets des projets antérieurs a été citée comme étant une opportunité pour la réussite du présent projet. Dans toutes les préfectures qui ont été visitées, Search a mené des actions de formation qui ont renforcé les capacités des acteurs des communautés dans le cadre de la PEV. Ces projets ont aussi contribué au renforcement des capacités des acteurs de la société civile qui deviennent de plus en plus outillés pour conduire des activités dans la prévention des conflits. Ce qui veut dire que même si ces acteurs ne sont pas dans la plateforme et ne sont pas impliqués dans le présent projet, ils sont en mesure d'utiliser l'approche Common Ground pour prévenir la violence et peuvent ainsi renforcer les résultats atteints aux côtés des acteurs directement impliqués par le projet. Le cumul des actions de Search à travers les projets précédents a aussi eu comme conséquence de conscientiser les populations sur la manipulation que les hommes politiques font pour « ethniciser » les partis et amener les membres des différentes ethnies à se combattre.

Ce qui a été perçu comme une menace sur les acquis du projet lors de toutes les séances d'analyse des FFOM reste le contexte préélectoral dans lequel le projet est mis en œuvre avec l'incertitude par rapport à la possibilité que l'actuel président de la république cherche à briguer un troisième mandat.

3.4. Premiers effets

Les premiers effets du projet sont mesurés à travers les changements induits par la mise en œuvre des activités du projet et les succès enregistrés qui pourraient être partagés.

3.4.1. Les premiers changements induits par la mise en œuvre des activités

Selon nos interlocuteurs, les activités de Search For Common Ground ont permis de rapprocher plusieurs parties en conflit, c'est comme par exemple les représentants des différentes confessions religieuses et militants de partis politiques qui composent la plateforme locale.

La perception chez les musulmans guinéens en général est que le fait de manger chez des chrétiens est contraire à la religion à cause du fait que les chrétiens boivent de l'alcool et mangent du porc, en conséquence, il n'est pas prudent d'aller chez eux. J'avoue que j'avais moi aussi cette idée avant de participer aux activités du projet. Grâce au projet et la collaboration avec les pasteurs, j'ai beaucoup appris et je me suis permis d'aller chez le pasteur et manger avec lui et sa famille. Et j'ai aussi invité le pasteur chez moi pour manger avec ma famille. En venant participer aux réunions de la plateforme, je viens avec lui sur sa moto ou sur la mienne pour que ceux qui nous voient dans la rue comprennent qu'il n'y a aucune animosité entre nous.

En outre nous les Tidjanes, nous avons eu beaucoup de problèmes avec les Wahhabites à cause du fait que nous avons toujours soupçonné qu'ils cherchent à remettre en cause nos croyances et nos valeurs et nous imposer une culture étrangère même si nous sommes tous des musulmans. Je fais partie de ceux qui s'opposaient à ce qu'ils construisent leur mosquée ou qu'ils prient dans le hangar où ils priaient le Vendredi. Cependant, grâce au projet, j'ai appris à mieux les comprendre et les accepter. Je suis même allé avec l'imam de la mosquée Wahhabite pour prier derrière lui avec les membres de sa mosquée. Je l'ai fait publiquement pour que tout le monde comprenne que nous sommes tous des musulmans et que nous devons accepter nos différences qui sont mineures.

Dans nos salles de classe, nous les enseignants, nous assistons à des comportements que nous prenions comme normaux alors qu'ils représentent l'expression d'un repli communautaire. Quand vous entrez dans une salle de classe, vous voyez que tous les élèves Peuls s'asseyent ensemble, les Malinkés sont de leur côté et les Soussou et les Forestiers sont aussi chacun de son côté. Et parmi les enseignants aussi le même comportement est noté au point que le favoritisme est rampant dans les écoles. C'est grâce au projet et la formation que nous avons reçu que les enseignants de mon école ont commencé à se poser des questions et à sensibiliser les élèves et les collègues sur ces comportements. Nous encourageons les élèves à se mélanger et ne pas choisir leurs place en fonction de l'appartenance ethnique de leurs voisins. Ca a beaucoup changé maintenant dans les salles de classe et aussi entre les enseignants.

Un enseignant à Ratoma

Toujours selon nos interlocuteurs, les Tribunes d'Expressions Populaires organisées par Search ont aussi facilité le processus d'installation des Maires élus suite aux dernières élections locales du 4 février 2018, et qui ont accusé un grand retard jusqu'en octobre 2018 où le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation avait commencé à installer les maires et conseils communaux.

Je suis Peulh mais je suis membre du RPG, le parti auquel appartient le Président Alpha Condé et je vis à Pita, une ville à majorité Peulh. J'ai toujours eu des problèmes pour m'exprimer sur les questions politiques car une large majorité des membres de ma communauté m'a toujours rejeté car mes frères peuls pensent que je suis un traître car ils pensent que je suis un traître et que je milite dans le parti des Malinké. Je me suis toujours dit que si tous les Peuls refusent d'adhérer au RPG, c'est en ce moment que ce parti deviendra un Parti de Malinké.

Avec ma participation aux côtés des militants de UFR de Sidya et l'UFDG de Cellou Dalein Diallo, les militants de ces partis ont appris à me comprendre et accepter mes choix politiques. Maintenant, je me sens très libre de discuter de politique avec les militants de l'opposition sans crainte. C'est grâce au projet que je peux me permettre de le faire.

En outre il n'y a pas longtemps le Ministre du Sport a organisé ici à Labé une grande manifestation pour remercier le Président de la République pour ses réalisations. J'ai participé activement à l'organisation de la manifestation en toute liberté. Je pense que le projet de Search a beaucoup contribué à ce que la manifestation se passe sans heurt. Il n'y a pas longtemps, cette manifestation aurait été inimaginable à Pita.

Un participants à la discussion de groupe à Pita

A Siguiri, selon un des participants à la discussion de groupe avec les membres des communautés qui est Avocat et journaliste à la radio rurale, « Les activités de prévention de l'extrémisme violent du projet « **Unis dans nos différences ! Promouvoir la coexistence pacifique en Guinée** » m'ont vraiment permis de concilier ma formation académique, mon tempérament de leader politique et de coordinateur de tout une communauté. » Selon lui, le projet lui a non seulement fourni les compétences pour identifier les causes sous-jacentes des conflits mais aussi à les transformer en opportunités pour promouvoir la paix dans sa communauté.

Selon un autre participant à la discussion de groupe à Beyla, sa participation aux activités du projet dans le cadre des Clubs de Paix a eu un effet personnel sur lui car avant le projet, il avait toujours nourri une haine envers les membres d'une ethnique qu'il accusait d'avoir contribué à l'emprisonnement et la mort de son père. Sa participation aux formations sur la transformation des conflits et la prévention de l'extrémisme violent à côté des jeunes de son âge qui viennent de différentes ethnies a complètement changé sa perception et il est maintenant convaincu que la haine et l'esprit de vengeance qui l'animait ne peuvent guère l'aider à se rendre utile à lui-même et

à sa communauté. Il est maintenant reconnu aussi bien dans sa communauté que dans son lycée comme étant un activiste pour la paix et la cohésion sociale. Il organise et entreprend des activités visant la paix aussi bien dans le cadre du Club de la Paix auquel il appartient qu'en dehors.

4. Conclusion

Le projet a accompagné les acteurs institutionnels, locaux et communautaires à développer des actions concertées et inclusives de prévention de potentielles crises sécuritaires et sociales liées à l'émergence de violences à caractère religieux. A mi-parcours de sa mise en œuvre, le projet a déjà réussi à réunir aussi bien au niveau national que dans chacune des préfectures où il a été mis en œuvre les acteurs qui peuvent avoir le plus d'influence sur l'élaboration de politiques ou d'actions pouvant contribuer à l'atteinte des résultats escomptés. Les membres des plateformes et cadres de concertation qui ont été créés ont participé avec l'équipe de Search Guinée à identifier les actions pertinentes aussi bien au niveau national que communautaire pour soutenir la formulation de réponses institutionnelles inclusives et collaboratives aux défis liés à la radicalisation et l'extrémisme violent. Cette participation active de ces acteurs a permis au projet et ses activités de se coller aux réalités des zones d'intervention et de les rendre plus pertinentes pour répondre aux besoins des communautés.

Cette approche a aussi permis de voir que le facteur religieux qui était perçu comme étant une source de conflit est plus une source de repli identitaire qui devrait être prise en compte dans la PEV mais qui reste moins important que les considérations ethniques et d'appartenance politique. Ce qui fait que le projet dans sa prochaine phase devrait insister plus sur la prévention de la violence politique et ethnique que sur la religion surtout dans le contexte préélectoral dans lequel la deuxième phase sera mise en œuvre. L'évaluation a montré aussi la nécessité de prendre en compte les Coordinations Régionales qui jouent un rôle de plus en plus important et deviennent ainsi très influentes aussi bien sur le plan politique que social dans les communautés.

L'efficacité de la mise en œuvre du projet est mesurée à travers l'atteinte des résultats mesurés par les indicateurs contenus dans le cadre logique du projet. Pour l'essentiel, à mi-parcours, ces indicateurs ont généralement montré que les résultats ont dépassé les attentes, ce qui s'explique par les séances de renforcement des capacités qui ont été menées avec les acteurs du projet et surtout leur engouement.

A mi-parcours, le projet a déjà commencé à montrer des changements d'attitude et de comportement par rapport à la violence chez les acteurs de mise en œuvre dans toutes les zones d'intervention. Aussi bien les membres des Club de Paix que les acteurs religieux montrent de plus en plus d'ouverture envers les membres de leurs communautés envers qui ils nourrissaient de la suspicion.

5. Recommandations

Dans ce chapitre de recommandations, les participants ont estimé que ces points suivants permettront une réussite de ce projet intitulé « Unis dans nos différences ! Promouvoir la coexistence pacifique en Guinée ».

➤ A Search :

- Toucher davantage les ressortissants, acteurs très influents auprès des communautés plus particulièrement les Coordinations Régionales en tant qu'entités ;
- Toucher davantage les leaders et partis politiques - continuer à développer des opportunités pour établir le dialogue et contribuer à l'acceptation d'opinion diverses ;
- S'assurer d'un ancrage institutionnel, surtout au niveau de la Stratégie Nationale PEV pour qu'elle soit adoptée en conseil des ministres ;
- Au niveau administratif, revoir les procédures administratives pour faciliter les décaissements pour réduire les retards et que les activités puissent être conduites selon le planning ;

- Rendre plus dynamiques les actions des clubs de paix et permettre de leurs membres d'être outillés en techniques de prévention de l'extrémisme violent ;
- Soutenir la production d'émissions interactives produites par des radios partenaires pour mieux mesurer l'efficacité des résultats ;
- Le respect des calendriers pré établis pour la mise en œuvre des activités ;
- Aller au-delà de 18 mois de mise en œuvre d'un projet de si grande importance ;
- Élargir encore davantage les activités vers les zones rurales et périurbaines pour former les leaders traditionnels et religieux qui vivent dans ces zones

➤ **A l'État :**

- Former des représentants du SGAR aux outils informatiques pour pouvoir diffuser les thématiques des sermons du vendredi à l'intérieur ;
- Insérer des messages contribuant la Prévention de l'Extrémisme Violent dans les prêches du vendredi et les Dimanches ;
- Accélérer la stratégie de mise en œuvre de l'alerte précoce ;
- En collaboration avec Search Guinée et Qualé, le Ministère de l'Éducation Nationale devrait élargir la formation des enseignants sur la PEV à l'ensemble des écoles du pays et surtout au niveau des Centres de Formation Pédagogique. Faire de la PEV un module de formation des enseignants.

1. Annexes
1.1. Cadre Logique
